

Ceux qui ne sont rien en première ligne

L'ampleur des conséquences de la propagation du virus nous incite à éviter la polémique. Le moment viendra où il faudra bien tirer enseignement de ce qui s'est passé en France ces dernières années. Car si nous nous trouvons aussi démunis et angoissés face au péril, c'est bien parce que notre système de santé a été saccagé, nos moyens de vie ont été rognés, notre solidarité mise à rude épreuve par l'idéologie de la concurrence et de la compétition, nos espoirs et nos attentes systématiquement niés.

Cette épreuve est terrible, elle a cependant un mérite. Celui de révéler ce qui compte dans la vie d'un pays, celles et ceux qui produisent les richesses, les marchandises, les aliments, les services au public. Celles et ceux qui manifestent pour doter le pays des moyens de faire face aux crises : les personnels de la santé, de l'hôpital public, les conducteurs de métro, de trains et de bus, les ouvriers, les fonctionnaires, les employés... tous ceux dont le travail est utile au bien être d'une nation.

Pas d'union sacrée, la solidarité

Nous ne répondrons pas à l'appel présidentiel à « l'union sacrée », nous n'avons rien de commun avec les amis du président, qu'il a outrageusement favorisé aux dépens de nos biens communs, nos services publics nos espoirs de vivre mieux notre retraite.

Nous ne plaindrons pas les financiers victimes de la crise financière, car ils en sont responsables et le plus urgent est de leur retirer le pouvoir de décider de nos vies. Nous devons refuser de payer les dégâts provoqués par leur avidité.

De la même manière qu' Agnès Buzyn, alors ministre de la Santé minimisait la gravité de l'épidémie qui s'annonçait, une secrétaire d'Etat, Agnès Pannier-Runacher déclare que « *nous avons aujourd'hui un système financier qui est beaucoup plus solide que pendant la crise de 2008* » et « *que c'est "plutôt le moment de faire des bonnes affaires en Bourse aujourd'hui* » !

L'Europe, quelle Europe ?

Et que dire de cette Europe qui repousse toutes les demandes d'aide des pays qui la composent, en premier lieu de l'Italie et qui s'apprête à boucler ses frontières, sans envisager les coopérations que l'on est en droit d'attendre de cette institution. Le « chacun pour soi » prôné par les idéologues libéraux se traduit ainsi au plan des institutions Européennes.

Le "nouveau monde" égal à lui-même

Quant au leader mondial de l'ultra-libéralisme, Donald Trump, il interdit les échanges commerciaux de médicaments avec le Venezuela et continue de renforcer l'embargo contre Cuba, alors que ce pays est prêt à mettre à disposition ses médecins, ses scientifiques et ses médicaments pour lutter contre le coronavirus. Il tente même d'attribuer l'exclusivité aux Etats-Unis de la vente d'un traitement du coronavirus mis au point par des chercheurs allemands !

Ce monde de l'argent-roi a les leaders qui lui ressemblent : sans conscience ni morale, sans autre idéal que la rentabilité de leurs capitaux et l'accroissement de leurs fortunes.

Confinés mais pas passifs

Confinés comme il se doit dans nos demeures, pour ceux qui en ont une, ils sont près de 200 000 dont 30 000 enfants en France, la 5e puissance du monde, à être sans abri, notre esprit ne le sera pas. L'heure viendra du bilan de ces politiques qui nous ont pourri la vie et affaibli nos capacités de surmonter la crise.

L'heure est au combat contre la propagation du virus, à la protection des plus fragiles, à l'observation des recommandations et des mesures de sécurité. Que chacune et chacun se protège, soit attentif à ses proches, à ses voisins. Exigeons ensemble, partout, que tout soit mis en œuvre pour réduire au plus vite les effets de la pandémie.

Pascal Santoni